



L'UE face à la Turquie : une politique étrangère trop faible ?

30 octobre 2019

« Ô Union européenne, reprenez-vous. Je le dis encore une fois, si vous essayez de présenter notre opération comme une invasion, nous ouvrirons les portes et vous enverrons 3,6 millions de migrants ». Tels sont les mots prononcés par Erdogan à l'occasion d'un discours à Ankara. Ces derniers s'inscrivent dans la continuité des échanges ayant eu lieu avec les Européens - et notamment le couple franco-allemand - depuis le début de l'offensive turque en Syrie, faisant suite au retrait des troupes américaines dans la région. Cette phrase, déjà reprise par de nombreux médias occidentaux, témoigne ainsi de l'une des faiblesses de l'Union européenne : son pouvoir limité de négociation dès lors qu'il est question de politique étrangère.

Une Union européenne progressivement exclue du conflit en Syrie, au profit d'un triumvirat Etats-Unis - Russie - Turquie.

Dès 2011, l'Union Européenne a adopté toute une série de mesures restrictives visant à empêcher l'extension de Daesh/Al-Qaeda dans la région. Ces mesures ont été prorogées en dernier lieu le 17 Mai 2019 et seront en vigueur jusqu'au 1er Juin 2020. Ainsi, a été prononcé un embargo pétrolier, des restrictions sur les investissements en Syrie, un gel des avoirs détenus par la banque centrale syrienne dans l'UE ainsi que des restrictions supplémentaires sur les exportations d'équipement et de technologies susceptibles d'être utilisés à des fins internes. Toutefois, la communauté européenne n'a qu'un rôle supplétif dans la gestion de la crise syrienne. Alors même que le calendrier de cette crise fut celui de la diplomatie américaine et de la montée en puissance de la Russie dans la région, le théâtre moyen-oriental a renvoyé l'Europe à ses propres contradictions. Son ambiguïté vis-à-vis de la Turquie et de la Russie ainsi que son alignement sur l'OTAN à travers son lien avec les Américains, l'ont réduite à son action humanitaire. Ainsi le fond « Madad », le fond fiduciaire régional de l'UE en réponse à la crise syrienne, atteint désormais un montant proche de 1,4 milliard d'euros. De même, si l'Union européenne est parvenue avec les Nations Unies à organiser une deuxième conférence sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région les 24 et 25 avril 2018, elle peine à apporter une vision stratégique. Hormis son action humanitaire, l'Union Européenne s'est effacée du dialogue syrien, au profit des Etats-Unis et la Turquie, depuis longtemps présents dans la région, ainsi que la Russie. Cette dernière a ainsi vu le théâtre syrien comme un lieu d'affirmation de sa puissance, une vitrine commerciale pour son industrie de défense et sa capacité de projection opérationnelle. Elle est ainsi devenue un médiateur incontournable depuis les pourparlers du Triangle d'Astana en Février 2017 qui ont exclu de facto les Occidentaux du dialogue Syrien.

Une nouvelle donne en Syrie à la suite du changement de politique américain

Il y a un an, en décembre 2018, Donald Trump avait évoqué un retrait total des troupes américaines du territoire syrien, provoquant la démission de James Mattis, son ministre de la Défense. Toutefois, en rendant effectif le départ des soldats américains début octobre, l'actuel Président des Etats-Unis a ouvert la voie à une offensive turque contre les Kurdes. En effet, selon un communiqué publié par l'Elysée, le retrait américain conduit à un retrait des troupes françaises et britanniques sur le territoire, laissant pour seul médiateur la Russie. Ainsi Sergueï Lavrov, ministre des affaires étrangères russe a affirmé au cours d'un entretien le 10 Octobre: « Nous allons désormais défendre la nécessité d'établir un dialogue entre la Turquie et la Syrie ». Le constat est ferme : sans les Américains, les Européens n'ont pas les moyens d'influencer le jeu géopolitique syrien et cèdent leur place de médiateur à la Russie. Et comme l'affirmait déjà Robert Kagan en 2003 dans *La puissance et la faiblesse*, les Etats-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial, L'Europe est de nouveau un « Gulliver désarmé » ...

Le seul médiateur sur le terrain est ainsi la Russie qui est parvenue à un accord avec la Turquie, au détriment des Kurdes. La réaction du porte-parole d'Angela Merkel quant à la gestion de cette crise est ainsi symptomatique du mal-être européen. Il regrette ainsi que « l'UE ne soit pas encore occupée des événements actuels qui se déroulent à la frontière de notre continent » et que « l'action internationale pour régler cette crise ne [devait pas] se limiter à la Turquie et à la Russie ».

Une tentative de l'Union Européenne de s'imposer de nouveau, essai miné par la faiblesse de son pouvoir de négociation.

Toutefois, l'offensive turque contre les Kurdes en Syrie n'est pas restée sans réponse. Le couple franco-allemand, toujours au cœur de l'initiative européenne, a ainsi fait une déclaration conjointe dénonçant un double risque : celui de créer une situation humanitaire insoutenable et d'aider Daesh à réémerger. Ainsi, Paris, comme Berlin, s'est engagé à ne plus livrer d'armes à Ankara. D'autres mesures ont été proposées, quoique timidement, à l'image de sanctions envers les sociétés impliquées dans les forages gaziers turcs dans les eaux territoriales chypriote, s'appuyant ainsi sur un vieux contentieux. Mais son pouvoir de rétorsion est limité. En effet, la réaction immédiate d'Erdogan fut celle de leur opposer la gestion de la crise migratoire en ouvrant les frontières turques en cas de mesures coercitives envers son pays. Ainsi a-t-il replongé l'Union Européenne au cœur de son débat entre affaires intérieures et politiques extérieures. D'autant plus que les mesures adoptées sont loin de faire l'unanimité. Le Royaume-Uni a ainsi posé son veto à l'instauration d'un embargo européen. De même, l'Allemagne, bien qu'étant dans une politique volontariste, voit sa marge de manœuvre extrêmement limitée du fait de ses intérêts économiques en Turquie, l'un de ses partenaires commerciaux essentiels, notamment en termes d'approvisionnement énergétique.

La multiplicité des limites du pouvoir de négociation européen est le symbole de ses dissensions internes. Il ne peut pas y avoir de politique étrangère commune sans une politique intérieure consensuelle.

Ainsi, l'Union Européenne doit de nouveau faire face à ses contradictions sur sa politique étrangère, alors même que son équilibre interne est précaire. Il s'agira alors d'un nouveau défi pour le nouvel exécutif européen, sous l'égide d'Ursula Von Der Leyen. Celle qui s'est déclarée en 2015 favorable à une armée européenne sur le long terme, pourra peut-être,

main dans la main avec Josep Borrell, proposer une nouvelle vision stratégique de la politique étrangère et de défense européenne. Face à ces fractures internes et externes, une intégration plus poussée n'est-elle pas la solution ?

Par Pauline Parisse, Présidente European Horizons HEC Paris

Source URL: <http://ceuropeens.org/article/l-ue-face-la-turquie-une-politique-etrangere-trop-faible>